

Emmanuel Macron, pantin de TruMbs* ?

C'est maintenant fait, pour la première fois de son histoire, la France a déclenché une opération militaire contre un État souverain sans autorisation du conseil de sécurité de l'ONU. Quelles peuvent être les conséquences de cette violation du droit international ?

Cette décision est d'abord une humiliation pour la République qui repose sur l'État de droit. En se mettant hors la loi, la France se discrédite.

C'est ensuite un affront pour l'armée française, qui s'efforce de mener ses opérations dans la légalité, rationnellement, en bonne intelligence, en concertation avec les acteurs régionaux, en essayant de se faire accepter par les populations locales, en tentant de limiter les risques pour ses hommes et qui ne conçoit sa mission que comme un moyen pour atteindre un objectif politique. Il n'y a rien de tout ça dans la décision du président de la république.

C'est ensuite une promotion de l'usage de la force et d'incitation à la violence. Car dans le droit international, on ne répond pas à des crimes de guerre par des bombes, mais par la justice. Avec le trio Trump Macron May, il n'y aurait pas eu de procès de Nuremberg, mais juste des missiles « *beaux et intelligents* » qui auraient tués les dirigeants nazis.

De plus, l'union Européenne se retrouve fragilisée, divisée comme au moment de la deuxième guerre d'Irak, et les doutes allemands face aux réelles intentions européennes de Macron vont se renforcer.

Comment la France, qui a refusé de suivre G.W. Bush en Irak, qui a toujours essayé d'avoir une politique équilibrée au Moyen Orient, en est-elle arrivée là ?

L'inflexion de la politique étrangère française pour les monarchies du golfe et les États-Unis a commencé avec Nicolas Sarkozy. François Hollande a poursuivi cette voie, notamment via sa position extrêmement ferme contre l'Iran. Et, malheureusement, Emmanuel Macron ne change pas de cap et s'aligne sur l'axe Riyad / Londres / Washington, en décidant de passer outre l'aval du conseil de sécurité de l'ONU. Ce choix résulte de plusieurs raisons.

La première raison relève de sa grande immaturité. En effet, on peut lire dans ses yeux la jouissance ressentie pour cet acte, tel un petit garçon de six ans qui pointe son pistolet à fléchette sur son petit frère terrifié, alors que ses parents avaient interdit cette pratique. Pour ce genre de profil psychologique, la possession de tout un arsenal de guerre que l'on commande procure un sentiment de puissance extrême, et il est tentant de l'utiliser pour impressionner. Il est de ce point de vue très proche de Donald Trump, mais en présentant un visage plus correcte. On avait d'ailleurs déjà observé de très fortes similitudes entre ces deux présidents au niveau des politiques économiques [1].

La deuxième raison vient du fait que, contrairement à Jacques Chirac qui avait fait la guerre d'Algérie, Emmanuel Macron n'a jamais connu la guerre, l'odeur du sang, des corps brûlés sur les champs de bataille, le bruit assourdissant des obus ou encore le traumatisme des bombardements. Il ne connaît la guerre qu'à travers les jeux vidéos, et n'a pas la capacité d'abstraction nécessaire pour concevoir la réalité du terrain. Il ne peut donc pas appréhender les risques encourus.

Enfin, en tant que prélat du capitalisme mondialisé anglo-saxon, il doit suivre les forces économiques issues des trois pôles financier de ce système, qui se trouvent à Wall-Street, à Londres et dans les monarchies du golfe. Ainsi, très influençable, il n'est quasiment plus qu'une marionnette au service de forces extérieures à la France, même si son art de la rhétorique permettra de raconter

une tout autre histoire aux Français.

Cette épisode permet de mieux cerner le président et illustre, que contrairement à ce qui avait été annoncé, Emmanuel Macron n'est pas un rempart contre le populisme et les « démocraties », mais *est* plutôt un populiste – un populisme des villes – qui va très probablement amener la France vers un régime de plus en plus autoritaire. Ses diatribes contre les salariés – en particulier ceux du public – valent bien celles de certains populistes contre les immigrés ; et le cadenassage des journalistes, la limitation des libertés individuelles et la réduction du pouvoir législatif au profit de l'exécutif sont en marche.

Avec trois personnes à la maturité douteuse et deux autocrates, les membres permanents du conseil de sécurité ne brillent pas par leur sagesse. Il revient aux démocrates, aux défenseurs des libertés, de l'État de droit, de la justice, de la liberté de la presse, de la tolérance, du pluralisme, de s'unir pour éviter que le monde s'enfonce dans un néo moyen-âge à haute technologie.

*Donald Trump et Mohammed ben Salmane

[1] http://mclams.free.fr/data/pages/revue_de_presse/2017_12__Piketty.pdf